

Le journal de la Côte d'Opale

01 octobre 2009 - Quotidien - 10 145 exemplaires

Calais Port 2015

Un débat public riche et varié



La commission particulière de débat public est présidée par Pierre-Frédéric Ténière-Bu-

A la table du conseil régional : Charles François, Jaqueline Marquaille et Natacha Bouchart

Mardi soir, au complexe municipal des sports et des loisirs de Marck, se tenait le second débat public à propos du projet "Calais Port 2015". Une chose est certaine, le sujet passionne et attire du monde

Sur la scène, d'un côté se trou-Sur la scène, d'un côté se trou-vait une table autour de la-quelle avaient pris position Jac-queline Marquaille, Natacha Bouchart et Charles François, tous trois représentant le conseil régional, mâtre d'ouvrage du projet. De l'autre côté, les membres de la comd'ouvrage du projet. De l'autre côté, les membres de la commission particulière de débat public, présidée par Pierre-Frédéric Ténière-Buchot. Les questions du public ont été riches et variées, plus précises que celles posées lors du premier débat public. Dans les premiers rangs du public, les personnalités avaient pris place, parmi lesquelles Gérard Garvory, sous-préfet de l'arrondissement de Calais, Philippe Blet, président de Cap Calaisis, Terre d'Opale, Jean-Marc Puissesseau, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Calais (CCIC) et Antoine Ravisse, de la société "AllATrucks" de Marck.

Les craintes des Marckois

Les craintes des Marckois

Les craintes des Marckois En préambule, Bernard Mailly, conseiller municipal délégué à la prévention et à la sécurité, a excusé Serge Peron retenu hors de la commune. L'élu Marckois a exprimé la crainte du conseil municipal, quant au projet "Calais Port 2015": « L'impact des travux et le re-jet des sédiments sur nos co-tes et principalement sur la plage des Hemmes de Marck, l'impact des ouvrages qui se-ront réalisés sur le courant maront réalisés sur le courant ma-rin et le dépôt des sédiments rin et le dépôt des sédiments sur notre rivage et au-delà des impératifs financiers, il paraît essentiel de veiller à respecter le cadre de vie de nos conci-toyens et la qualité de la vie. A terme, lors de la mise en ser-vice du port 2015, les infras-tructures autoroutières pour-ront-elles supporter les aug-mentations de trafic de véhicules légers et de poids lourds? » Après ces questions propres à la population marc-koise, Pierre-Frédéric Ténière-Buchot a laissé la parole au pu-

blic. Après l'historique du port de Calais, le rappel des chiffres du trafic et la présentation du pro-jet, commentés par Charles François, Natacha Bouchart a François, Natacria Bouchart a tenu à rappeler la situation de l'emploi dans le bassin calaisien et ses espérances grâce au projet "Calais Port 2015". Cette nouvelle structure devrait induire mille huit cents

emplois directs.
Après quoi, les premières questions sont venues du public.
Les élus du conseil régional, aidés par de nombreux experts et techniciens se sont éforcés de répondre précisément aux inquiétudes et aux interrogations du public. Il a été demandé si un projet de parc d'éoliennes était au programme de "Calais Port 2015". Il a été répondu à cette question que ce sujet n'était pas à l'ordre du jour et que si cela devait le devenir, la population serait consultée. La même personne a demandé s'il était prévu des docks flottants pour réparer les navires. Jacqueline Marquaille a répondu que cela n'était pas prévu, la cale de radoub sera réhabilitée, de son côté, la société Socarenam est en train de se développer. Une question a été posée sur la modification des courants. Il a été répondu qu'une étude était en cours d'élaboration, mais on sait d'ores et déjà que le dépôt de sédiments serait plus important à l'Est qu'a l'Ouest.
Concernant les liaisons ferroviaires, il est prévu d'électrifier la ligne Calais-Dunkerque et de emplois directs. Après quoi, les premières ques

Concernant les llaisons terroviaires, il est prévu d'électrifier la ligne Calais-Dunkerque et de
la doubler à certains endroits
afin de faire en sorte que les
trains puissent se croiser. Le
tracé définitif pour desservir le
futur port n'a pas encore été arrété, une étude est en cours. Il
a été demandé si le développemont prévu était durable. Nets ment prévu était durable. Nata-cha Bouchart a expliqué que la volonté du maître d'ouvrage était de développer le transport écologique, qu'il soit flu-vial ou ferroviaire.

L'extension de l'aéroport de Marck est hors sujet

Une question a été posée direc-tement Philippe Blet, concertement Philippe Blet, concer-nant le développement de l'aé-roport, suite à des propos qu'il aurait tenus sur une éventuelle extension. Le président de Cap Calaisis Terre d'Opale a été très précis: « J'ai dit que le port 2015 s'inscrivait dans une loginus de dévelopment des logique de développement des iogique de avevioppement des territoires Est-Ouest et que l'aé-roport de Marck était un outil de développement du Calaisis L'aéroport est un des éléments de développement économi-que de notre région ». Il a ajouté que le public était invité à noser des questions sur "Caajouté que le public était invité à poser des questions sur "Ca-alais Port 2015" et non sur l'aéro-port 2015. Une question a été posée concernant le nombre d'embauches supposées. Si l'on divise le coût total du pro-jet par le nombre d'emplois in-duits, cela porterait à 220 000 euros par création de poste. Natacha Bauchatt a épondu. euros par création de poste. Natacha Bouchart a répondu qu'il ne fallait pas compter ainsi. « Il faut prendre en compte les études de prospec-tives sur l'avenir de Calais. Si l'on n'évolue pas, on recule et on perd pied, il faut prendre en compte les emplois existants

et les menaces de régression, si on ne modernise pas nos in-frastructures », a t-elle ajouté.

Vers un ensemble port-agglomération

Une question a été posée sur la gouvernance politique. Les ports de Calais et Boulogne sont gérés depuis 2007 par le conseil régional, celui de Dunconseil régional, celui de Dun-kerque est piloté par l'Etat. Qui va être concerné dans ce pro-jet, combien ça va coûter et à qui ? Telles sont les questions. Jacqueline Marquaille a ré-pondu que tous les partenaires seraient consultés et invités à participer au débat. Elle a ajouté que l'habitude de tra-vailler encemble était acquise vailler ensemble était acquise depuis longtemps. Une autre depuis longtemps. Une autre question sur les rejets émis par l'usine Tioxide. Qui va payer les frais relatifs aux transforma-tion qui s'imposeront? Il a été répondu que le conseil régio-nal aurait en charge le règle-ment des frais inhérents à ces changements. Une étude est en cours afin d'étudier les moen cours afin d'étudier les mo-dalités de rejets, afin de respec-ter les directives de l'Etat et de l'Europe. Plusieurs questions ont été posées par le président du conseil de développement de Cap Calaisis Terre d'Opale : Que va t-on faire pour accom-pagner les entreprises du port existant ou à venir ? Qu'est-il prévu en matière d'emplois dans le tourisme, la restauration ou l'hôtellerie ? Qu'en sera t-il des emplois générés par la construction ? Est-il prévu un programme destiné à attirer les voyageurs vers le centreville ? Sur cette dernière question, Natacha Bouchart a expliqué qu'elle était en plein travail sur ce sujet. Pour elle, il est essentiel que le port fasse corps avec la ville et l'agglomération. C'est une partie des réponses aux autres questions.

La dernière parole à une élue des Verts

à une élue des Verts
Avant de conclure, Catherine
Bourgeois, conseillère régionale représentant les Verts, a
pris la parole pour dire que le
port devait être exemplaire en
matière d'environnement et de
développement durable. « //
est nécessaire d'y intégrer des
normes Hautes qualités environnementales (HOE) dès sa
conception, il faudra aller jusqu'à la certification, mais cela
a un coût », a t-elle ajouté.
Le prochain débat public aura
lieu le 5 octobre à Fréthun, un
autre aura lieu le 12 à Dunkerque et le 22 à Boulogne-surMer. Trois autres soirées sont
programmées à Coquelles et à
Calais, courant novembre.

